

## 7. Strafrecht / Droit pénal

### 7.2. Strafrecht – Besonderer Teil / Droit pénal – Partie spéciale

#### (10) Der Vortäter als Geldwäscher. Versuchte Geldwäscherei bei nicht vollendeter Vortat. StGB 305<sup>aa</sup>.

Bundesgericht, Kassationshof, 21.9.1994, Staatsanwaltschaft des Kantons Genf c. J. und M. (6S.225/1994), Nichtigkeitsbeschwerde.

##### Aus dem Sachverhalt:

Am 11. Juni 1992 wurde die Schweizerische Bankgesellschaft in Genf mit einem gefälschten Telex – angeblich von der Banque Nationale de Paris – angewiesen, den Betrag von US\$ 10 Mio. dem Konto einer Gesellschaft namens Wintel Entreprise Inc. gutzuschreiben, von wo aus das Geld umgehend auf verschiedene andere Konten hätte weitertransferiert werden sollen. Die SBG erkannte indessen rechtzeitig, dass der Telex nicht echt war und führte die erhaltene Instruktion demzufolge nicht aus. Im Zuge der darauffolgenden Ermittlungen wurden J. und M. verhaftet und des versuchten Betruges angeklagt. Ob und weshalb dieser Anklagepunkt später fallengelassen wurde, geht aus dem Entscheid nicht hervor. Am 30. April 1993 verurteilte das Genfer Polizeigericht J. und M. wegen Urkundenfälschung und versuchter Geldwäscherei zu bedingten Gefängnisstrafen. Im darauffolgenden Appellationsverfahren hob die Strafkammer des Cour de Justice Genevoise am 14. März 1994 die Urteile auf und sprach J. und M. frei. Die Strafkammer befand, eine Verurteilung wegen Urkundenfälschung sei aus prozessualen Gründen nicht möglich, da die Angeschuldigten wegen dieses Deliktes nie formell angeklagt worden seien. Bezüglich der versuchten Geldwäscherei stellte sich die Strafkammer auf den Standpunkt, die Angeschuldigten könnten nicht verurteilt werden, weil sie gleichzeitig Vortäter seien, also die zu waschenden Vermögenswerte aus ihrer eigenen deliktischen Tätigkeit hätten herrühren sollen. Zudem habe es nichts zu waschen gegeben, da die Vortat, nämlich der Betrug, im Versuchsstadium steckengeblieben sei. Der Kassationshof des Bundesgerichtes hiess die vom Generalprokurator des Kantons Genf gegen das oberinstanzliche kantonale Urteil geführte Nichtigkeitsbeschwerde gut.

##### Aus den Erwägungen:

"3. c) Pour un courant de doctrine, on l'a vu, une analogie parfaite existerait entre l'infraction prévue à l'art. 305 CP et celle visée à l'art. 305<sup>aa</sup> CP; de même que l'on ne peut exiger raisonnablement d'un fugitif qu'il se livre spontanément aux autorités, de même ne pourrait-on pas exiger de celui qui obtient des fonds, en commettant un crime, qu'il ne cherche pas à entraver l'identification de l'origine, la découverte ou la confiscation de ces valeurs patrimoniales. Sur le plan de la systématique du Code pénal suisse, il faut admettre que l'art. 305<sup>aa</sup> a été placé délibérément sous le titre relatif aux crimes ou délits contre l'administration de la justice, ce qui vient à l'appui de l'opinion précitée. Cependant, il s'agit d'une infraction inspirée du droit des Etats-

Unis d'Amérique, qu'il a fallu insérer dans notre droit pénal. D'autres pays européens, confrontés au même problème de technique juridique, ont introduit le blanchiment de capitaux par exemple à la suite du recel ou dans leur législation relative aux stupéfiants (...). L'opinion d'après laquelle le seul bien pénalement protégé serait celui de l'administration de la justice est donc loin d'être partagée partout. L'argument tiré de la systématique de notre code ne paraît en conséquence nullement décisif.

Une analyse grammaticale comparée des art. 305 et 305<sup>aa</sup> CP montre que le premier réprime le fait que quelqu'un soustrait une personne à l'action de la justice; cela signifie que l'auteur ne peut pas être également la personne soustraite (*Celui qui aura soustrait une personne ...; Wer jemanden (...) entzieht, ...; Chiunque sottrae una persona ...*). Au contraire, l'art. 305<sup>aa</sup> CP vise celui qui aura commis un acte propre à entraver les recherches des autorités pénales; cela n'exclut aucunement que cette personne soit aussi l'auteur du crime à l'origine des valeurs patrimoniales en cause (*Wer eine Handlung vornimmt ...; Ciunque compie un atto ...*). A cet égard, l'analogie entre ces deux dispositions n'est pas convaincante.

On peut ajouter que, dans le langage commun, les termes de recyclage, blanchiment ou blanchissage d'argent n'éveillent pas l'idée que l'on ne saurait en aucun cas être "son propre blanchisseur" (voir la définition du terme allemand "Geldwäscherei" citée dans l'ATF 119 IV 59 consid. 2b aa) p. 62).

Une autre différence entre les comportements visés aux art. 305 et 305<sup>aa</sup> CP doit être relevée. Dans le premier cas, l'auteur soustrait une personne à l'action de la justice. Par définition, cette personne est poursuivie pour une infraction, élément qui correspond à celui appelé "crime" ou "infraction principale" à l'art. 305<sup>aa</sup> ch. 1 ou 3 CP. Si la justice l'arrête, elle met du même coup la main sur l'auteur de l'infraction principale. Il en va différemment de l'acte réprimé à l'art. 305<sup>aa</sup>. La justice recherche de l'argent. Si elle le trouve, elle ne met pas pour autant la main sur l'auteur du crime dont il provient. Le rapport entre le bien soustrait (d'une part une personne, d'autre part de l'argent) et l'auteur de l'infraction est direct dans le premier cas, puisqu'il y a identité; dans le cas du blanchissage, en revanche, il est indirect. On en déduit que, sous l'angle de ce qui peut être raisonnablement exigé d'un délinquant (Zumutbarkeit), s'il est déraisonnable de lui demander de ne pas soustraire sa personne à la justice, il est moins déraisonnable d'exiger qu'il s'abstienne de prendre des mesures particulières pour cacher son butin.

d) L'analyse de l'art. 305<sup>aa</sup> CP, pris pour lui-même, montre d'autres spécificités. Le texte de cette disposition ne donne pas de précisions sur le crime à l'origine des fonds. Selon le ch. 1, les valeurs patrimoniales doivent provenir "d'un crime" (aus einem Verbrechen; da un crimine). De cette formulation, il n'est pas possible de déduire que l'auteur du dit crime et celui du blanchissage sont nécessairement des personnes différentes. Or, l'un des buts de cette disposition est la lutte contre les organisations criminelles et contre les

bandes formées pour se livrer de manière systématique au blanchissage d'argent (ch. 2). Ces réseaux de délinquants agissent souvent dans plusieurs pays, si bien que le législateur a dû prévoir que le blanchissage d'argent effectué en Suisse est punissable même si le crime à l'origine des fonds a été commis à l'étranger. Il suffit que ce crime soit punissable aussi dans l'Etat où il a été commis (ch. 3). On en déduit que le législateur n'a pas voulu faire dépendre l'application de l'art. 305<sup>ter</sup> CP des poursuites et du jugement du crime perpétré à l'étranger. Exiger que l'on connaisse de détail les circonstances du crime, avant de pouvoir réprimer le blanchissage de l'argent ainsi obtenu, aurait considérablement compliqué et ralenti l'action de la justice suisse. C'eût été contraire au but recherché. Le lien exigé entre le crime à l'origine des fonds et le blanchissage d'argent est donc volontairement ténu. Il n'est pas nécessaire de savoir qui a commis le crime. Cela peut être un membre de la bande dont le blanchisseur fait partie (il pourrait aussi avoir participé au crime, comme coauteur, instigateur ou complice) ou le blanchisseur lui-même. En pareille hypothèse, on ne saurait admettre que, par principe, il ne soit pas possible de réprimer le blanchissage sous prétexte que son auteur est peut-être aussi celui du crime à l'origine des fonds. Le lien entre cette infraction et le blanchissage d'argent n'est pas si étroit qu'il impose, comme le croit la cour cantonale, l'acquittement du chef d'accusation de blanchissage lorsqu'il apparaît que l'auteur de l'infraction principale (non poursuivi pour des raisons de procédure cantonale) est le même que celui des actes de blanchissage.

Une autre marque de cette indépendance (relative) du blanchissage d'argent par rapport au crime dont proviennent les fonds, réside dans le montant de l'amende prévue pour les cas graves (ch. 2). Celle-ci peut atteindre un maximum d'un million de francs qui s'ajoute à la peine privative de liberté. Or, celui qui fait métier d'escroquerie, par exemple, encourt une amende maximale de 40 000 fr. (art. 148 al. 2 en liaison avec l'art. 48 al. 1 CP).

e) Ainsi, l'autorité cantonale s'est fondée sur une interprétation erronée de l'art. 305<sup>ter</sup> CP en admettant que l'infraction de blanchissage d'argent est toujours exclue lorsque l'infraction principale est imputable à l'auteur des actes de blanchissage lui-même.

4. – Selon l'autorité cantonale, il n'y aurait pas d'infraction à l'art. 305<sup>ter</sup>, même sous forme de tentative, en l'absence de crime préalablement réalisé. Cette seconde motivation est également contraire au droit fédéral.

En effet, rien dans le texte de l'art. 305<sup>ter</sup> CP ne permet de conclure qu'une tentative de blanchissage soit inconcevable. Il n'est pas rare qu'un groupe de délinquants prenne toutes les mesures nécessaires au blanchissage d'argent avant de commettre le crime dont cet argent doit provenir. Cela semble bien être le cas ici, où un dispositif consistant à ouvrir de nombreux comptes en vue de répartir le butin a été mis en place avant l'envoi du faux téléx. Peut-être même que, face à certaines filières très organisées, il serait concevable d'admettre que les actes préparatoires du crime

incluent un début d'exécution du blanchissage de l'argent attendu.

En l'espèce, l'autorité cantonale n'a pas examiné la cause sous cet angle. Dès lors, l'état de fait ne permet pas de contrôler l'application du droit fédéral (art. 277 PPF)."

#### Bemerkungen:

Im vorliegenden Entscheid hat das Bundesgericht zu zwei wichtigen Einzelfragen im Zusammenhang mit Art. 305<sup>ter</sup> StGB Stellung bezogen, nämlich einerseits zur Frage, ob der Vortäter als Wäscher der durch die eigene Vortat erlangten Vermögenswerte bestraft werden kann, und andererseits zur Frage der versuchten Geldwäscherei bei nicht vollendeter Vortat. Den (sehr kurzen) Ausführungen zur Versuchsproblematik (E. 4) kann insofern zugestimmt werden, als es in der Tat einer vollendeten Vortat nicht bedarf, um sich der versuchten Geldwäscherei schuldig zu machen. Wer im Hinblick auf eine geplante Straftat konkrete Massnahmen trifft, um die Herkunft der prospektiven Verbrechensbeute verschleiern zu können, hat möglicherweise – auf die Umstände des Einzelfalles kommt es entscheidend an – den "letzten entscheidenden Schritt" im Sinne der bundesgerichtlichen Rechtsprechung schon getan und damit die Schwelle von strafloser Vorbereitung zu strafbarem Versuch überschritten. Aufhorchen lässt dagegen der Hinweis des Bundesgerichtes, es befinde sich allenfalls bereits im Stadium der versuchten Geldwäscherei, wer (nur) Vorbereitungshandlungen für die Vortat getroffen habe. Mit dieser Aussage schliesst das Bundesgericht den Kreis seiner Ausführungen in E. 3, in denen es zum Ergebnis gelangt ist, der Vortäter sei wegen versuchter Geldwäscherei zu bestrafen, wenn er Handlungen vorgenommen habe, welche geeignet seien, die Ermittlung der Herkunft, die Auffindung oder die Einziehung der (von ihm selber!) deliktisch erlangten Vermögenswerte zu vereiteln. Das Bundesgericht begründet seine Auffassung im wesentlichen mit der aus seiner Sicht fehlenden Parallelität von Art. 305 StGB (Begünstigung) und Art. 305<sup>ter</sup>, mit (etwas diffusen) Erwägungen zur Praktikabilität der Strafnorm im internationalen Verhältnis und mit der hohen Strafandrohung der qualifizierten Geldwäscherei. Keines dieser Argumente vermag indessen zu überzeugen.

Den Zweifeln des Kassationshofes zum Trotz handelt es sich bei Art. 305<sup>ter</sup> StGB um ein *Rechtspflegedelikt*. Dafür spricht nicht nur die Einordnung des Tatbestandes im 17. Titel des Strafgesetzbuches, sondern seine ganze Konzeption. Zwar war es durchaus nicht zwingend, den Geldwäschereiartikel als Delikt gegen die Rechtspflege auszugestalten. Es wäre beispielsweise möglich gewesen, stattdessen einen hehlereiähnlichen Tatbestand zu schaffen, womit man sich manche Schwierigkeiten des heutigen Geldwäschereiartikels (z.B. das Erfordernis, dass die Tat handlung "geeignet" sein müsse, "die Ermittlung der Herkunft, die Auffindung oder die Einziehung von Vermögenswerten zu vereiteln") hätte ersparen können. Der Gesetzgeber hatte sich aber gestützt auf den Vorentwurf von PAOLO BERNASCONI für eine andere Lösung entschieden. BERNASCONI, vom EJPD beauftragt, Vorschläge zur straf-

rechtlichen Erfassung der Geldwäscherei zu erarbeiten, kam in seinem Expertenbericht von 1986 zum Ergebnis, das Rechtsgut, welches die Geldwäscherei beeinträchtigt, sei die Rechtspflege (Expertenbericht, Bern 1986, 51). Folgerichtig schlug er einen neuen Art. 305<sup>ter</sup> StGB vor, nach welchem die Erschwerung der Einziehung zu bestrafen sei. Das Departement schloss sich dieser Auffassung an und schickte den Vorentwurf in die Vernehmlassung, in der verschiedenerseits Alternativvorschläge unterbreitet wurden. Im März 1988 wurden die Ergebnisse des Konsultativverfahrens veröffentlicht. Dies wäre der Zeitpunkt gewesen, um den Vorentwurf des EJPD und die darin verfolgte Grundkonzeption (Geldwäscherei als Rechtspflegedelikt) einer kritischen Prüfung zu unterziehen. Die turbulenten politischen Ereignisse im Herbst 1988 – die Stichworte sind Libanon Connection, Shakarchi Trading und der Rücktritt von Frau Bundesrätin KOPP – führten indessen zu einer massiven Beschleunigung des Gesetzgebungsverfahrens. Der Bundesrat setzte im November 1988 eine Arbeitsgruppe zur Bereinigung des Vorentwurfs ein. Bereits im Juni 1989 wurde die Geldwäschereivorlage vom Bundesrat verabschiedet. Ebenso zügig erfolgte die Behandlung des Geschäftes in den Eidgenössischen Räten. Auch die von Professor G. STRATENWERTH in der Neuen Zürcher Zeitung vom 22. November 1989 (Seite 23) sehr pointiert vortragene Kritik des Gesetzesvorschlages, welche unter dem Titel "Geldwäscherei als Rechtspflegedelikt?" zum Ergebnis kam, der Geldwäschereiartikel sei in der vorliegenden Form "mit dem System des geltenden schweizerischen Rechts nicht zu vereinbaren" und "auch praktisch weitgehend unbrauchbar", änderte nichts daran, dass die Vorlage von beiden Räten ohne Gegenstimme (!) angenommen wurde. – Zusammenfassend ist festzustellen, dass (offenbar aus politischen Gründen) weder der Bundesrat, noch das Parlament bereit waren, den von BERNASCONI 1986 vorgelegten Entwurf bereits in seinem Ansatz kritisch zu überprüfen und ernsthaft nach Alternativen zu suchen. Dies ist bedauerlich. Es ändert aber nichts daran, dass Art. 305<sup>ter</sup> StGB von Anfang an als Rechtspflegedelikt konzipiert war und als Rechtspflegedelikt ausgestaltet ist.

Art. 305<sup>ter</sup> StGB schützt als *sachliche Begünstigung* den staatlichen Einziehungsanspruch, wie Art. 305 StGB als *persönliche Begünstigung* den staatlichen Strafverfolgungs- und Strafvollzugsanspruch schützt. (Um diese Parallelität hervorzuheben, war übrigens im Konsultativverfahren mit den interessierten Organisationen verschiedentlich vorgeschlagen worden, die Bezeichnung "Geldwäscherei" durch "Sachbegünstigung" zu ersetzen und gleichzeitig Art. 305 StGB in "Personenbegünstigung" umzubenennen.) Die Frage, ob der Vortäter als Geldwäscher zu bestrafen sei, ist daher in Anlehnung an die bei der Begünstigung entwickelten Grundsätze zu beantworten. Die *Straflosigkeit der Selbstbegünstigung* ist in Lehre und Rechtsprechung unbestritten. Sie ergibt sich, wie das Bundesgericht richtig erkannt hat, bereits aus dem Gesetzeswortlaut ("Wer jemanden der Strafverfolgung [...] entzieht"). Ihren sachlichen Grund aber hat sie im Gedanken der Unzumutbar-

keit, sich selbst den Strafverfolgungsbehörden auszuliefern, oder, anders ausgedrückt, der Unzumutbarkeit, sich der Strafverfolgung *nicht* zu entziehen. Es stellt sich die Frage, ob dies nicht ebenso bei der "sachlichen Selbstbegünstigung" gelten muss. Das Bundesgericht verneint sie mit dem Argument, die Beziehung zwischen dem gesuchten Gut ("le bien soustrait"), im Falle der Begünstigung einer Person (sc. des Vortäters), im Fall der Geldwäscherei eines Vermögenswertes, und dem Begünstiger/Geldwäscher sei im Falle der Begünstigung direkt, im Falle der Geldwäscherei aber nur indirekt. Wenn es unvernünftig ("déraisonnable") sei, vom Täter zu fordern, sich der Strafverfolgung nicht zu entziehen, so sei es weniger unvernünftig ("moins déraisonnable"), zu verlangen, dass der Täter nichts unternehme, um sich die Beute zu sichern. Dieser Argumentation kann m.E. nicht gefolgt werden. Zunächst einmal ist zuzugeben, dass aus dem Gesetzeswortlaut von Art. 305<sup>ter</sup>, anders als bei Art. 305, die Straflosigkeit des sich selber sachlich begünstigenden Vortäters nicht ersichtlich ist. Wenn man sich aber die ratio legis von Art. 305<sup>ter</sup> vor Augen hält, dann ist wohl unbestreitbar, dass damit nicht der Urheber der Vortat erfasst werden sollte. Ausserhalb des Geltungsbereiches der Hehlerei, welche bekanntlich auf Vermögensdelikte als Vortaten beschränkt ist, fehlte im schweizerischen Strafrecht eine Bestimmung, welche es ermöglichte, denjenigen zu bestrafen, der den Täter *nach der Tat* bei der Sicherung der unrechtmässig erlangten Vermögenswerte unterstützte. Diese Lücke sollte mit dem Geldwäschereiartikel geschlossen werden. Hingegen gab und gibt es keinen Grund, den Vortäter neben der Vortat auch noch dafür zu bestrafen, dass er sich die Verbrechensbeute sichert. Es begeht wohl niemand ein auf die Erlangung eines Vermögensvorteils ausgerichtetes Verbrechen, ohne die Absicht zu haben, diesen Vermögensvorteil nach eigenem Gutdünken und regelmässig in eigenem Interesse zu verwenden. Die Sicherung des Vermögensvorteils ist deshalb vom Unrechtsgehalt der Vortat bereits erfasst. Den Täter deswegen überhaupt oder noch zusätzlich zu bestrafen, halte ich für verfehlt. Dies gilt umso mehr als Art. 305<sup>ter</sup> StGB keineswegs ein besonders raffiniertes Verhalten des Geldwäschers voraussetzt. Da die abstrakte Gefährdung des staatlichen Einziehungsanspruchs genügt, erfüllt letztlich jede Verfügung über einen durch ein Verbrechen erlangten Vermögenswert den objektiven Tatbestand der Geldwäscherei (siehe dazu eingehend CHR. GRABER, Geldwäscherei, Bern 1990 131 ff.; G. STRATENWERTH, Schweizerisches Strafrecht, BT II, 4. A., 1995, 312 f. mit weiteren Hinweisen). Dies wiederum bedeutet, dass der Vortäter *überhaupt nichts* mit der Verbrechensbeute anfangen darf, um sich nicht (auch noch) der Geldwäscherei schuldig zu machen. Selbst STRATENWERTH, der sich in dieser Frage als m.W. einziger Vertreter der Lehre auf den gleichen Standpunkt wie das Bundesgericht gestellt (und sich sogar für echte Konkurrenz zwischen Vortat und Geldwäscherei ausgesprochen) hat, räumt ein, dass es sich um ein befremdliches Ergebnis handle, "dass sich strafbar macht, wer seine Verbrechensbeute versteckt" (a.a.O., 316). Dem Vortäter das Verstecken der Beute zu

verbieten, ist m.E. nicht nur unrealistisch, sondern auch – und damit bin ich wieder beim Problem der Selbstbegünstigung – unzumutbar. Der Bundesrat hat in seiner Botschaft zu Art. 305<sup>ter</sup> StGB zu Recht darauf hingewiesen, dass das staatliche Einziehungsinteresse letztlich auch das Ermittlungsinteresse als solches beinhaltet, dass das Hauptmotiv der Verfolgung des "paper trail" – gerade wenn man an die organisierte Kriminalität denkt – die Ermittlung des Vortäters ist und dass daher der Geldwäschereiartikel auch ein Element der Personenbegünstigung enthält (BBl. 1989 1081). Wenn vom Vortäter nicht erwartet werden darf, dass er sich selber den Strafverfolgungsbehörden ausliefert, also sich *nicht* begünstigt, so darf ebensowenig von ihm erwartet werden, dass er die Auffindung und Einziehung der von ihm selber strafbar erlangten Vermögenswerte nicht zu vereiteln sucht. Gerade weil die Verbrecherbeute oder der Verbrecherlohn für die Ermittlungsbehörden eine wichtige Spur zum Täter darstellen, ist ihre Sicherung für den Vortäter immer auch ein Akt der persönlichen Begünstigung. Die Straflosigkeit der Selbstbegünstigung darf aber nicht durch Bestrafung des Vortäters wegen Geldwäscherei illusorisch gemacht werden. Man mag dem Bundesgericht insofern recht geben, als es "weniger unvernünftig" erscheint, dem Vortäter die sachliche Selbstbegünstigung zu verbieten als die direkte, persönliche Selbstbegünstigung. Unvernünftig bleibt es allemal. Dabei möchte ich mit Blick auf die diesbezüglichen Andeutungen des Bundesgerichtes in E. 3c durchaus offenlassen, ob sich der Schutzbereich von Art. 305<sup>ter</sup> StGB tatsächlich auf die Rechtspflege beschränkt oder ob sich die Geldwäscherei indirekt auch gegen andere Rechtsgüter – z.B. gegen das Vermögen des durch die Vortat Geschädigten – richtet. Für die Frage der Bestrafung des Vortäters als Geldwäscher ist m.E. allein die offensichtliche Parallelität von (persönlicher) Begünstigung und Geldwäscherei als sachlicher Begünstigung ausschlaggebend.

Auch die übrigen Argumente des Bundesgerichts vermögen nicht zu überzeugen. Wenn es sich um eine im Ausland begangene Vortat handelt, muss der Schweizer Richter die Umstände der Vortat keineswegs in allen Einzelheiten kennen, um die in der Schweiz begangene Geldwäscherei ahnden zu können. Es müssen die Tatbestandsmerkmale von Art. 305<sup>ter</sup> StGB erfüllt sein. Insbesondere muss erstellt sein, dass ein taugliches Tatobjekt, also ein aus einem Verbrechen herrührender Vermögenswert vorliegt. Hingegen muss der Schweizer Richter nicht unbedingt wissen, wer die Vortat im Ausland begangen hat. Er hat lediglich zu prüfen, ob der Geldwäscher selber Mittäter der Vortat war, da dies seine Bestrafung als Geldwäscher ausschliessen würde. Kann er diese Frage nicht klären, wird die Lösung wohl darin liegen müssen, dass er ihn wegen des für ihn (nach der abstrakten Strafandrohung) günstigeren Deliktes bestraft. Wird jedoch gegen den Geldwäscher wegen der Vortat im Ausland bereits ermittelt, wird der Ausgang dieses Verfahrens vernünftigerweise abzuwarten sein. Schliesslich lässt sich auch aus der Höhe der in den qualifizierten Fällen der Geldwäscherei mit der Freiheitsstrafe zu verbindenden Busse nicht ableiten, dass der Vortäter als

Geldwäscher bestraft werden solle. Das hohe Bussenmaximum dürfte vielmehr auf den professionellen Geldwäscher abzielen, der an der Vortat typischerweise gerade *nicht* beteiligt ist.

Zum Schluss ist darauf hinzuweisen, dass das Bundesgericht die Frage der Konkurrenz zwischen Vortat und Geldwäscherei ausdrücklich offengelassen hat. Sie war nicht zu entscheiden, weil J. und M. wegen der Vortat aus prozessualen Gründen nicht verurteilt werden konnten. Der vorliegende Entscheid hinterlässt denn auch den Eindruck, dass eine Verurteilung von J. und M. wegen versuchter Geldwäscherei v.a. deshalb angestrebt wurde, um nicht das unerwünschte Resultat eines vollständigen Freispruchs in Kauf nehmen zu müssen. Mit dem vorliegenden Entscheid dürfte jedenfalls die Frage der Bestrafung des Vortäters als Geldwäscher noch keineswegs endgültig geklärt sein.

Dr. iur. Christoph Graber, Fürsprecher, Zürich